



Mercredi 8 et jeudi 9 juillet 2026 - Salons de l'Hôtel des Arts & Métiers - Paris

Avec le concours de :



DOSSIER DE PRESSE

L'AICT française : un levier stratégique face aux enjeux de développement

Grâce à son organisation administrative spécifique et à la liberté significative accordée aux élues et élus locaux dans le domaine international, la France a vu émerger une **action internationale des collectivités territoriales (AICT)** dynamique, dense, et désormais pleinement intégrée à l'influence et au *soft power* français. Une véritable « exception française » qu'il est essentiel de reconnaître, de valoriser et de soutenir.

Ces dernières années ont été marquées par des crises systémiques successives, provoquant des catastrophes naturelles et humaines, et rappelant nos interdépendances mondiales. Si les crises sont globales, elles se manifestent et se vivent à l'échelle locale. Lutte contre la pauvreté, réponse aux changements climatiques et à la perte accélérée de biodiversité, gestion des migrations, intégration des jeunes dans les dynamiques socio-économiques et politiques, construction de politiques inclusives favorisant la cohésion sociale... Autant de défis que les collectivités territoriales affrontent au quotidien. **Elles élaborent, testent, améliorent et partagent des solutions ancrées dans les réalités locales.**

Ces enjeux ne connaissent pas de frontières administratives. **Seule une action concertée, transversale et solidaire permet d'y répondre efficacement.**

L'AICT se distingue non par l'ampleur de ses moyens, mais par **sa capacité à concevoir des projets sur mesure, inscrits dans une temporalité longue, et fondés sur une logique de réciprocité.** Un partenariat entre les deux collectivités ne se limite pas à l'exécution d'un projet : il engage un dialogue entre les territoires autour d'enjeux communs, où le projet devient un outil au service d'une relation durable, du renforcement des services publics et de l'accès aux services essentiels.

Les collectivités territoriales : actrices de la diplomatie des territoires au service de l'influence française

Les crises récentes soulignent **la pertinence de l'AICT en tant que vecteur complémentaire à la diplomatie d'État.** Elle constitue aussi **un espace de dialogue pour le renforcement de la démocratie, tant représentative que participative, à l'échelle locale.**

En France comme à l'international, **la coopération décentralisée véhicule les valeurs portées par les collectivités** : proximité avec les citoyens, implication des acteurs du territoire, promotion du vivre-ensemble. Ces valeurs s'exportent via l'action internationale des collectivités et nourrissent un échange réciproque sur les pratiques institutionnelles et démocratiques.

Les Rencontres de l'Action Internationale des Collectivités Territoriales (RAICT)

Les Rencontres de l'Action internationale des collectivités territoriales est **l'événement phare de la coopération décentralisée en France**. Seul et unique espace dédié à l'AICT en France, elles sont organisées par Cités Unies France, le réseau des collectivités territoriales françaises engagées à l'international.

La 17^e édition de ce rendez-vous annuel se tiendra à Paris, le mercredi 8 et le jeudi 9 juillet 2026, aux Salons de l'Hôtel des Arts & Métiers, 9^{bis} avenue d'Iéna, 75116 Paris.

Son importance se mesure à la quantité de collectivités mobilisées, à la présence de représentants de l'État et de ses institutions (Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères, Agence française de développement), des associations de pouvoirs locaux, des bailleurs de fonds, des bureaux d'études et des entreprises concernées.

Plus de 500 personnes, dont les élus et les techniciens de 150 collectivités françaises, ainsi que 25 représentations de pays étrangers, (représentants d'État, de collectivités territoriales, associations...) sont attendus pour cette dix-septième édition.

Ces Rencontres proposent une dizaine d'ateliers thématiques et géopolitiques sur des questions d'actualité ou de long terme. Cet événement, très attendu par les collectivités et nos partenaires, permettra d'explorer les multiples facettes de la coopération décentralisée et de mettre en lumière les singularités du rôle des collectivités territoriales dans les processus globaux d'internationalisation des territoires.

Les ambitions de l'édition 2026 :

À l'heure où un **nouvel ordre mondial** se redessine sous l'effet de tensions géopolitiques accrues et de profondes recompositions politiques, le multilatéralisme est fortement mis à l'épreuve. Dans ce contexte incertain, **la diplomatie des territoires** s'impose comme une **réponse politique stratégique** : elle permet aux collectivités territoriales de peser concrètement dans les équilibres internationaux et de promouvoir des modèles fondés sur la coopération, la paix et la résilience.

Conçues pour favoriser le dialogue entre acteurs, ces Rencontres mettront cette année l'accent sur **le rôle des collectivités territoriales dans le nouvel ordre mondial**. Les regards croisés de chercheurs, d'observateurs et de praticiens nourriront une **réflexion collective** essentielle pour adapter l'AICT aux évolutions de la scène internationale et renforcer la capacité d'action des territoires face aux défis contemporains.

À travers cette édition, les Rencontres visent à :

- Accroître la visibilité et le rayonnement de ces initiatives en France et à l'international ;
- Valoriser les pratiques innovantes portées par les collectivités françaises ;
- Fédérer les élus engagés et susciter de nouvelles dynamiques d'engagement ;
- Offrir un espace d'échanges et de dialogue entre tous les partenaires concernés ;
- Mettre en avant le rôle moteur de Cités Unies France et des élus investis dans ces coopérations.

Au programme :

Mercredi 8 juillet 2026

Ateliers - Réunions :

- 14h30-16h00 : « L'AICT face au changement climatique : notions et outils essentiels »
- 14h30-16h00 : « ECSI et AICT : Repères essentiels et guide pour l'action »
- 14h30-16h00 : Réunion du groupe-pays Palestine

16h00-16h30 – Pause-café

16h45-18h30 – Conférence plénière :

- « Les collectivités territoriales dans le nouvel ordre mondial »

Jeudi 9 juillet 2026

Ateliers - Réunions :

- 9h30-11h : « Quelle place pour l'AICT dans la recomposition géopolitique en Afrique ? »
- 9h30-11h : « Coopération décentralisée économique et autonomie des femmes : un binôme fructueux »
- 9h30-11h : « Coopération avec l'Amérique latine et Caraïbes et l'engagement des jeunes »

11h-11h30 – Pause-café

11h30-12h30 – Plénière de mise à l'honneur d'un pays

14h30-15h30 – « Les Cafés des RAICT »

Réunions :

- 15h30-17h00 : « Gérer la ressource en eau dans les territoires ruraux au Maghreb »
- 15h30-17h00 : 3^e COPIL français des 9^e Rencontres franco-japonaises 21-24 octobre 2026 à Cannes
- 15h30-17h00 : « L'AICT en Asie à l'épreuve des changements environnementaux »

17h00-17h30 : Clôture des Rencontres

◆ Pays à l'honneur :

Pour cette 17^e édition des RAICT' encore, **un pays sera mis à l'honneur**. Cette initiative a pour ambition de valoriser des pays dont le potentiel en matière de coopération décentralisée avec la France est prometteur. Suite au succès de la première expérience en 2024, chaque édition des RAICT' mettra en lumière un pays différent.

◆ 'Cafés des Rencontres de l'AICT' :

Il y a deux ans Cités Unies France a introduit une nouveauté dans le programme des RAICT' : les « Cafés des RAICT' ». L'opportunité pour maximiser les échanges et renforcer les réseaux professionnels entre les participants.

En 2026 encore, des 'Cafés' seront organisés **de 14h00 à 15h00 le jeudi 9 juillet**, après le cocktail déjeuner.

- Qu'est-ce que les 'Cafés des RAICT' ?
Il s'agit de sessions de présentation et d'échanges de 20 à 40 minutes. Ces moments sont dédiés à la mise en valeur des initiatives, projets, outils, démarches innovantes etc.
- Quel est l'objectif ?
Échanger avec le public pour le convaincre, le faire adhérer, lui donner envie d'essayer et l'inciter à mettre en œuvre les nouvelles idées.
- Qui peut organiser un 'Café' en 2025 ?
Cette année, l'opportunité est réservée aux partenaires exposants (sur leur stand), ainsi qu'à Cités Unies France, qui organisera ses deux 'Cafés' sur le thème « CUF dans 50 ans ».

Tous les participants des RAICT' pourront assister aux 'Cafés'.

Pour plus d'informations sur les 'Cafés' en 2025 : <https://raict.org/Les-cafes-des-RAICT>

◆ Focus sur les partenaires institutionnels & les exposants des RAICT' :

Comme chaque année, les Rencontres de l'AICT' sont organisées avec le soutien des partenaires historiques de Cités Unies France :

- Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères : Commission nationale de la coopération décentralisée (CNCD) - La Délégation pour les collectivités territoriales et la société civile (DCTCIV),
- PLATFORMA, le projet cofinancé par l'Union européenne,
- Agence française de développement (AFD),
- Cités et Gouvernements Locaux Unis (CGLU).

Les structures exposantes seront affichées ultérieurement.

Pour en savoir plus sur la coopération décentralisée française...

La coopération décentralisée, c'est la possibilité pour une collectivité territoriale, de **lier des partenariats avec des collectivités étrangères** et de pouvoir y financer des projets dès lors qu'il y a signature d'une convention et **respect des engagements internationaux de la France**. Ce terme, juridique et restrictif, laisse progressivement la place à celui d'action internationale des collectivités qui inclut **l'aide d'urgence et les actions de promotion économique ou culturelle**.

Le phénomène de la coopération décentralisée a débuté en Europe et particulièrement dans la France de l'après-guerre. Il connaît aujourd'hui une évolution rapide à la fois quantitative et qualitative, évolution liée essentiellement aux progrès de la décentralisation, en même temps qu'à la mondialisation. Aujourd'hui, on compte 4 802 collectivités territoriales françaises engagées dans des partenariats avec 3 237 collectivités partenaires réparties dans 136 pays, ce qui représente plus de 10 784 projets de coopération décentralisée.

Dans un contexte de crise mondiale, tant sur les plans politiques, économiques, sociaux et environnementaux, **les collectivités territoriales s'érigent en nouveaux acteurs de la diplomatie, capables de poursuivre des relations diplomatiques lorsque celles entre les États sont rompues**, d'intégrer les diasporas, de rassembler toutes les classes d'âges/politiques/sociales autour de projets.

Les gouvernements du monde, en réponse aux défis mondiaux, ont décidé de s'unir autour des **Objectifs de Développement Durable établis par les Nations Unies** qui tente d'apporter une réponse à la pauvreté, aux inégalités, au climat, à la dégradation de l'environnement, à la prospérité, à la paix et à la justice.

Néanmoins, l'échelle étatique à elle seule ne permet pas de transformer ces ambitions en réel changement. Cette action requiert d'être **incarnée en actions régionales et locales, mises en place par les collectivités** à un niveau intra-étatique, d'autant plus que ce sont ces dernières qui se retrouvent sur « le front », preuve de la reconnaissance de leur place dans les relations entre territoires de par leur proximité avec le terrain. Ainsi, l'atteinte de l'Agenda 2030, selon le PNUD, ne passera que par une implication directe des gouvernements locaux puisque les **70% des ODD se déclinent à l'échelle locale et territoriale**.

La France, avec une organisation administrative singulière et une grande liberté laissée aux élus locaux en matière d'international a permis le développement d'une **action internationale des collectivités territoriales** riche, dense et devenue à part entière une constituante de l'influence et du *soft power* français. Une « autre exception française » qu'il est fondamental de reconnaître à sa juste place et d'encourager.

Si les questions de crise mettent en exergue la pertinence de cette AICT comme levier de diplomatie complémentaire à celle de l'État, la coopération décentralisée est aussi un espace de dialogue sur le **renforcement de la démocratie, représentative comme participative, à l'échelle des territoires**.



Pour en savoir plus sur Cités Unies France...

Créée en 1975, Cités Unies France (CUF), partenaire conventionné du Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères, fédère les **collectivités territoriales françaises engagées en coopération internationale**. Elle anime 23 groupes-pays et dynamiques thématiques qui font aujourd'hui référence et mène ainsi une réflexion globale au service de ses adhérents.

L'association, présidée par **Michaël Delafosse, maire de Montpellier et président de Montpellier Méditerranée Métropole**, est dans tous les combats et dans toutes les avancées en matière de coopération décentralisée. Depuis 50 ans, elle insuffle le changement dans ses pratiques et inspire son cadre législatif. Plus que jamais, CUF est à l'écoute des évolutions de la coopération décentralisée et des attentes des collectivités.

Cités Unies France est présente dans plus de 20 pays du monde.

La première activité de CUF est **l'animation des groupes-pays et des dynamiques géographiques**. Au nombre de 23 (21 groupes-pays et 2 dynamiques géographiques), ils réunissent les collectivités françaises travaillant sur un ou plusieurs pays et permettent de **mutualiser**, de **« capitaliser » les expériences** et **d'impulser des actions concertées**. Au-delà de cette approche géographique, Cités Unies France privilégie également **des approches transversales sur les thèmes** correspondant aux évolutions de la coopération décentralisée : la jeunesse, le développement économique, le climat, le genre...

CUF travaille **en étroite collaboration avec les associations de pouvoirs locaux françaises** (AMF, ADF, France Urbaine, Régions de France, etc.) **et internationales**. Tout adhérent de Cités Unies France est, *ipso facto*, **membre de l'organisation mondiale de collectivités territoriales, Cités et Gouvernements Locaux Unis (CGLU)**, « Nations Unies des pouvoirs locaux ».

En partenariat avec l'Agence française de développement (AFD) et la Caisse des dépôts et consignations (CDC), CUF propose aux collectivités territoriales françaises **le dispositif d'appui aux collectivités territoriales - DCOL**, afin de renforcer leurs capacités et de faciliter leur accès aux financements proposés par les divers bailleurs.

Les collectivités territoriales françaises agissent ensemble avec Cités Unies France pour aider les territoires lors d'une crise *via* **l'outil « Fonds de solidarité de CUF »**. A la suite d'une crise frappant un territoire, à la demande de ses membres et de ses partenaires, CUF lance un appel aux dons aux collectivités territoriales. Un plan de travail est proposé, discuté et validé avec le Comité des donateurs. Cités Unies France lance ensuite les activités permettant le renforcement de la gouvernance locale.

CUF organise les **Rencontres annuelles de l'action internationale des collectivités territoriales (AICT)** - le rendez-vous incontournable de la coopération décentralisée, qui réunit chaque année 500 participants de 30 pays, autour des ateliers thématiques et géopolitiques sur des questions d'actualité ou de long terme.



Pour en savoir plus sur l'édition 2025 des Rencontres de l'AICT...

Afin d'assurer une meilleure visibilité de la coopération décentralisée et de concentrer certaines de ses manifestations, CUF a décidé d'organiser chaque année les Rencontres de l'Action internationale des collectivités territoriales, où se rencontrent les collectivités et leurs partenaires. La 16^e édition, qui a eu lieu le vendredi 4 juillet 2025, aux Salons de l'Hôtel des Arts et Métiers à Paris, a réuni 400 participants de 25 pays.

Les actes de cette 16^e édition sont disponibles sur <https://cites-unies-france.org/Succes-de-la-16e-edition-des-Rencontres-de-l-action-internationale-des>



9, rue Christiani 75018 Paris - Tél. : +33 (0)1 53 41 81 81
coop-dec@cites-unies-france.org www.cites-unies-france.org <https://raict.org>
 X: @CitesUniesFR
 LinkedIn: <https://www.linkedin.com/company/cites-unies-france-officiel/>